

ENTRETIEN AVEC MATTHIAS FEKL

Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur

Matthias Fekl (98 L FC) a pris le temps de répondre à nos questions lors d'un entretien dense et riche, dans son bureau du Quai d'Orsay le 4 novembre 2015.



Photographie : Mathieu Delmestre

Un parcours intellectuel

Monsieur le Ministre, si vous le permettez, on pourrait commencer par une question provocante. Avec votre parcours très diversifié au sein de plusieurs grandes écoles, des humanités à la haute administration, est-ce que vous vous définissez comme un intellectuel qui fait de la politique ou comme un politique qui s'appuie sur sa formation intellectuelle ?

Pour être un intellectuel, il faut avoir une œuvre. C'est d'ailleurs ce qu'oublie certains pamphlétaires. Les intellectuels passaient dans les médias parce qu'ils avaient développé une véritable pensée ; aujourd'hui, certains écrivent des semblants de livres dans le seul but de passer à la télé. Trop souvent, ils prennent leurs aigreurs pour des concepts et leurs arguments d'autorité pour des raisonnements. Tous ceux qui sont engagés dans la vie publique, à des titres divers, devraient à mon sens s'appliquer davantage un devoir de rigueur et d'honnêteté intellectuelles. Notre pays a besoin de personnes de bonne foi – qui avancent des raisonnements réfléchis, pesés et construits –, pas de slogans choc et de communication permanente. Comme l'a écrit

Bergson : « Il faut agir en homme de pensée et penser en homme d'action ».

Ce n'est pas toujours simple mais une chose est sûre : pour cela il faut lire, y compris lorsque vous êtes engagé dans la vie publique. L'actualité vous aspire. Elle ne doit pas vous emprisonner. Dans le cadre de mes fonctions et pour préparer mes nombreux déplacements à l'étranger, j'essaie, autant que possible, de lire pour entrer dans la culture du pays. C'était le cas en Iran, avec la poésie persane, en Turquie, avec Pamuk. Prochainement, je me rendrai à Cuba. Depuis plusieurs années, j'ai découvert la littérature cubaine, notamment Leonardo Padura qui est un auteur extraordinaire : ces romans révèlent le Cuba d'aujourd'hui, la nostalgie de la Révolution, la volonté de se moderniser et de s'ouvrir sans pour autant se fondre dans la banalité du monde. On ne peut pas comprendre un pays en se contentant des statistiques, des notes techniques, des dépêches d'agences : la meilleure manière de le faire reste de plonger dans sa littérature, son Histoire, sa philosophie. Cela vaut également pour la France.

Si l'on poursuit sur cette question de la lecture, qu'est-ce ce que vous gardez comme souvenirs intellectuels et comme découvertes marquantes de vos années à l'ENS ? Qu'est-ce qui vous passionne encore aujourd'hui dans le domaine littéraire ?

L'ENS reste pour moi l'école de la liberté. J'ai bien sûr le souvenir de lectures, mais aussi, plus généralement, d'années propices à l'ouverture d'esprit. L'École offre cette chance à ses élèves. Durant mes années d'école, j'ai profité de cette liberté et j'ai passé beaucoup de temps au théâtre, à l'opéra, au cinéma, dans des concerts, dans des expositions. J'avais pris beaucoup d'abonnements ! Il y avait aussi des cours passionnants, je pense notamment à l'Histoire des idées avec Gérard Raulet et aux séminaires d'art et d'esthétique de Marie Gautheron, qui avaient souvent lieu directement dans une salle de musée ou un atelier d'artiste.

Pour ce qui est des lectures, j'ai la chance d'appartenir à une famille où on lit énormément. Ma grand-mère, une institutrice de la République avec ce que cela suppose de rigueur et d'exigence, a continué bien après sa retraite à apprendre à lire et écrire aux enfants de son village. Elle ne passait pas une journée sans lire un livre, en allant emprunter des ouvrages à la bibliothèque municipale. Mes parents lisent beaucoup également. Mon père a occupé pendant quelques années le poste de documentaliste à la bibliothèque du lycée français de Berlin, il me fournit depuis toujours de précieux conseils de lecture. C'est un peu mon Lucien Herr à moi ! J'ai une grande passion pour Stendhal et Stefan Zweig. Mes lectures se font surtout au gré des découvertes, que je fais en flânant dans des petites librairies indépendantes. En la matière, le hasard et le papillonnage ne sont pas les plus mauvais guides ! Ces librairies représentent d'ailleurs un enjeu politique très fort, en particulier dans les territoires ruraux et les banlieues. Il ne peut y avoir de territoire sans librairie.

Je reste un lecteur avide des romans du XIXe siècle. Balzac n'a pas vieilli, et permet de comprendre la société d'aujourd'hui. L'on pourrait en dire autant des romans de Tolstoï et, pour le siècle suivant, de ceux de Thomas Mann. La grande littérature classique française a produit des chefs d'œuvre absolus : *La Princesse de Clèves*, qui n'est pas devenu par hasard un symbole, *Les Liaisons dangereuses*, les moralistes, le théâtre bien sûr. J'aime beaucoup la littérature japonaise, même si je n'en ai lu que quelques auteurs, comme Junichirō Tanizaki. J'ai découvert il y a peu quelques chefs-d'œuvre de la littérature

Quelques repères

Matthias Fekl (98 L FC) intègre l'ENS après une classe préparatoire au lycée Henri IV à Paris. Franco-allemand, titulaire d'une maîtrise d'allemand et de philosophie, il poursuit ses études à Sciences-Po Paris avant d'entrer à l'ENA en 2002, promotion Romain Gary. Il enseigne de 2005 à 2010 à Sciences Po Paris, il intervient également à Sciences-Po Bordeaux et au sein de la préparation ENA de l'ENS Ulm. Magistrat au tribunal administratif de Paris, vice-président du conseil régional d'Aquitaine en 2010, il entre dans le cabinet du président du Sénat Jean-Pierre Bel en 2011 après avoir été son directeur de cabinet à la présidence du groupe parlementaire. Elu en 2012 député de la 2^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne, département qu'il connaît bien comme adjoint au maire de Marmande depuis 2008, il devient un spécialiste au sein de la commission des lois de la rénovation démocratique et de la transparence de la vie publique. Il entre au gouvernement en septembre 2014 comme secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, du tourisme et des Français de l'étranger auprès du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

égyptienne : les contes sur le Caire de Naguib Mahfouz, les fresques égyptiennes d'Alaa El Aswany. Il m'arrive aussi, plus rarement, de fonctionner par maisons d'éditions – les Editions de Minuit sont ainsi parvenues à rassembler des auteurs proches malgré leurs différences. Impossible d'arrêter la lecture une fois commencée des livres de Tanguy Viel ou d'Yves Ravey, extraordinaires de densité et de tension.

Paradoxalement, la lecture peut apparaître comme l'exact contraire de la vie politique, qui comporte une part de frénésie et de tumulte. La lecture suppose la solitude, le silence, et elle demande du temps. On n'entre pas dans une œuvre comme on entre dans un dossier, et on ne peut pas lire un grand livre entre deux mails ou deux communications au téléphone. La lecture appelle une prise de distance et de recul. Pour paraphraser François Mitterrand, un livre suppose de se préoccuper de ce qui passe, mais aussi de ce qui ne passe pas.

Je m'intéresse particulièrement aux années trente et quarante, qui sont des années d'effondrement et de sursaut, de mise à l'épreuve des caractères, des années où se révèlent le meilleur et le pire dans l'homme – chez les intellectuels, chez les hommes publics comme chez tout citoyen. Marc Bloch en particulier avec *L'Étrange défaite*, dont

les conditions d'écriture sont hallucinantes, a décrit avec précision la déliquescence morale d'un pays, qui précède généralement son effondrement politique. Deux témoignages de l'intérieur sur la débâcle de mai-juin 1940 m'ont beaucoup marqué plus récemment, celui d'Emmanuel Berl¹ et celui de Roland de Margerie², chef du cabinet diplomatique du Président du Conseil Paul Reynaud. La collection chez Gallimard « Les journées qui ont fait la France » est absolument magnifique, comme est indispensable la nouvelle collection de l'Histoire de la France contemporaine, au Seuil, sous la direction de Johann Chapoutot.

Dans un tout autre genre, je me suis aussi mis à lire des bandes dessinées, notamment historiques et politiques, ce que, paradoxalement, je ne faisais pas forcément plus jeune. Il y a en la matière une école française qui me semble tout à fait remarquable. J'apprécie aussi les policiers – Chandler, Simenon, ou encore Martin Walker qui place ses récits en Dordogne.

Est-ce que ce goût de la lecture n'est pas aussi un goût de l'écriture ? La manière dont vous pesez vos mots dans vos interventions contribue aussi à la construction d'une parole publique.

Je n'ai pas, pour l'instant écrit de « livre » avec toute la charge symbolique que ce mot contient pour moi. J'ai participé à un ouvrage d'entretiens avec un jeune élu de droite, Wladimir d'Ormesson³, j'ai coécrit un manuel de droit public, lorsque j'étais juge administratif, et j'écris régulièrement des tribunes et articles divers. Cela étant dit, s'efforcer de trouver les mots justes fait partie de la politique. Une bonne école d'écriture reste d'ailleurs celle du droit. Une anecdote sur Stendhal m'a toujours fait sourire, lorsqu'il raconte dans une lettre à Balzac lire chaque matin deux ou trois pages de Code civil au moment d'écrire *La Chartreuse de Parme* « afin d'être toujours naturel ».

Pour les discours et interventions, je demande souvent à mon équipe de préparer des notes, qui me servent de bases pour mettre mes mots. Avec mon cabinet, nous ne travaillons pas dans un état d'esprit qui consisterait à forger ce qu'on appelle

des « éléments de langage ». Au contraire, la politique, c'est parler aux gens, en choisissant les mots justes. Les « éléments de langage » appauvrissent la parole publique, ils en sont la négation même, ils transforment la parole publique en langue morte.

Au-delà des discours, j'ai pris beaucoup de plaisir à écrire des notes de lecture dans des revues, en particulier dans mes engagements politiques autour de la *Revue socialiste* que nous avons modernisée, avec toute une équipe autour d'Alain Bergounioux. Les revues généralistes constituent un projet éditorial fort et une spécificité française. Elles portent un regard singulier sur l'actualité, plongent dans le passé sans refuser la prospective. J'ai le souvenir notamment d'un compte-rendu du magnifique livre *Composition française* de Mona Ozouf, suivi d'un échange avec elle. Ce livre est selon moi l'une des plus belles réflexions sur l'identité historique et composite de notre pays, à lire au même titre que les *Lieux de Mémoire*. Cerner à travers l'Histoire l'identité riche et complexe de la France constitue le meilleur remède contre les régressions de l'identitarisme.

Dans votre propos, on peut voir la nécessité de toujours conserver une culture éclectique. Qu'est-ce qui selon vous permettrait aujourd'hui de renforcer cet éclectisme, ces moments de découverte pour les jeunes en formation aujourd'hui ?

Il faut à mon sens conserver un enseignement généraliste dans toutes les filières. Il y a un réel besoin d'un socle très solide pour tout ce qui touche aux humanités. On pourrait dire qu'il s'agit là de culture générale, mais je me méfie de cette expression. Quand on parle de « culture gé », on se rend compte qu'il s'agit souvent de potasser une juxtaposition de fiches pour avoir une bonne note ou briller à moindre frais. La culture tout au contraire suppose une démarche personnelle, à l'image de la démarche des autodidactes, une imprégnation progressive, à l'image d'une bibliothèque que l'on compose soi-même au gré de ses lectures, de ses interrogations et de ses rencontres.

Au-delà de ces aspects, il y a aussi un enjeu immédiat pour notre époque. Dans un monde qui change, au sein de sociétés complexes où il faut souvent s'adapter, la meilleure école reste ce socle généraliste solide. Je crois aussi à l'apprentissage par l'expérience. Certes, beaucoup de compétences ne s'improvisent pas : un chercheur en sciences exactes ne peut forger sa méthode sans savoirs théoriques. Mais dans bien des métiers, beaucoup de choses peuvent

¹ Emmanuel Berl, *La fin de la IIIe République*, Folio/Gallimard, Paris, 2013.

² Roland de Margerie, *Journal (1939-1940)*, Grasset, Paris, 2010.

³ Wladimir d'Ormesson, Matthias Fekl, 2027, *Deux jeunes élus confrontent leur vision de la France*, conversation animée par Jean-François Achilli, Editions du Moment, Paris, 2010.

s'apprendre « sur le tas ». J'ai toujours regretté durant l'ennuyeuse et desséchante scolarité à l'ENA le faible nombre de cours généraux notamment en Histoire. Notre seul cours avec une perspective historique, celui de Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert sur les responsabilités et devoirs des hauts fonctionnaires en particulier en période de troubles, était marquant. La maîtrise du langage technocratique et l'accumulation d'enseignements techniques ne suffiront jamais à donner un socle éthique ni le sens de l'intérêt général. Le fameux « Jacques Mandrin », dans *L'Enarchie*, ne disait pas autre chose. Et l'on comprendra toujours mieux l'Europe en lisant une méditation de George Steiner qu'en compilant les rapports issus de la « comitologie » communautaire.

Penser l'action publique

Vous avez participé à plusieurs cercles de réflexions, dès votre sortie de l'ENS, pour redéfinir l'action publique. Vous êtes particulièrement engagé depuis 2012 comme député membre de la commission des lois et depuis votre nomination comme secrétaire d'Etat dans la refondation de l'action publique. C'est notamment le sens de votre action dans les négociations actuelles du traité de libre-échange transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis (TAFTA). Qu'est-ce qui aujourd'hui doit caractériser selon vous la relation concrète entre l'Etat et les citoyens ?

Nous connaissons aujourd'hui une crise démocratique à tous les étages de notre pays et en Europe. Elle se traduit par la montée de l'abstention, de l'extrême-droite, la défiance à l'égard des responsables politiques et de ce qu'on peut appeler les élites. Il faut donc agir sur bien des niveaux pour renouer un dialogue confiant avec les citoyens. La clé reste tout de même que les citoyens en fonction de leurs votes puissent voir les choses changer. Cela peut paraître simpliste ou basique. Mais trente ou quarante années de dérégulation ont fait que trop de domaines échappent aujourd'hui au politique. De nombreux responsables politiques ont eux-mêmes théorisé le renoncement et ont accepté l'abandon d'outils d'intervention dans les domaines économiques et sociaux. Par exemple, le démembrement de l'Etat s'est accéléré par la création d'agences autonomes avec leurs agendas bureaucratiques propres, qui ne rendent pas de comptes aux citoyens si ce n'est de vagues rapports d'activités enfouis sur leurs sites internet.

Ce qui est demandé à la politique, ce n'est pas de commenter, c'est d'agir, d'enclencher des dyna-

miques de transformation. Il y a une forte attente sur ce sujet. Quand la France par la voix du Président de la République agit par exemple pour le maintien de la Grèce dans la zone euro, cela crée une dynamique en Europe. On peut d'ailleurs élargir à bien d'autres sujets. Certains dans la technostructure considèrent les élus comme des gens de passage, à qui on voudrait imposer ces fameux « éléments de langage ». Les choses ne peuvent se passer ainsi : le Gouvernement est responsable devant le Parlement, le Gouvernement et le Parlement sont responsables devant les Français. De cette évidence constitutionnelle découlent des principes simples. Il faut retrouver les moyens d'intervenir sur le cours des choses, et donc aller à rebours d'un certain nombre de tendances de fond de ces dernières décennies. C'est pourquoi, non seulement le libéralisme n'est pas de gauche, mais il est même incompatible avec une certaine conception de l'intérêt général, du rôle de la puissance publique et du respect des choix démocratiques. Cet agenda est un enjeu majeur pour ma génération politique, et aussi pour toute une génération de jeunes intellectuels. Je ne parle pas des grands narcisses du petit écran, mais de ceux qui mènent un vrai travail de fond en se confrontant aux faits et aux textes. Nous avons besoin de réhabiliter d'autres écoles de pensées, en économie en particulier. La faillite d'une certaine école de pensée, qui n'a d'ailleurs jamais vu venir les crises mais se permet néanmoins de donner des leçons, rend indispensable de réhabiliter le débat : à l'université, dans les clubs de réflexions, dans les associations, etc. Il n'y a pas d'un côté les détenteurs de la vérité économique et de l'autre, de doux rêveurs ou de dangereux idéologues. Toute école de pensée se fonde sur des présupposés et des concepts qui demeurent contestables. Comme le dit Karl Popper, une théorie n'est scientifique que si elle accepte d'être contredite, contestée et remise en cause.

Comme vous le décrivez, la question qui semble se poser aux responsables politiques aujourd'hui, face à des agendas contradictoires, reste celle du temps. Comment inscrire l'action publique dans la durée ? Vous êtes doté d'un portefeuille très étendu, qui inclut la diplomatie économique, le tourisme, la valorisation des terroirs. Mais vous devez aussi gérer des crises comme celle des filières d'élevage dernièrement. Comment concilier cette grande diversité de thématiques et composer avec le temps ?

Dans mes missions, je m'emploie à tenir un certain nombre de grandes lignes, tout en faisant face aux urgences. Gouverner consiste aussi à aborder ces deux aspects, à la fois avoir des

lignes de force pour ne pas être happé par la machine ou la routine et demeurer réactif face à l'imprévu. Une des principales lignes stratégiques touche aux négociations commerciales internationales, avec l'exigence de transparence, le souci démocratique, et le retour de la puissance publique après des années de dérégulation. C'est le sens de ma proposition de création d'une cour de justice commerciale internationale. Elle correspond à une ligne de fond de la diplomatie française fondée sur l'attachement au multilatéralisme, et à une conviction personnelle du besoin de puissance publique dans le cours du monde. Ce projet d'abord moqué ou ignoré pourrait finir par devenir le consensus en Europe. Je travaille aussi beaucoup sur le chantier du soutien de nos PME à l'international, avec le Tour de France des PME exportatrices et le premier forum des PME à l'international au Quai d'Orsay. Il y a bien sûr la diplomatie des terroirs, qui consiste à défendre à l'international notre agriculture, nos appellations, nos produits de qualité réputés dans le monde entier. Assurer la sécurité des Français de l'étranger comme leur accès à des services publics de qualité sont deux parties intégrantes de ma fonction au Gouvernement, que j'exerce sans jamais oublier que j'ai moi-même été Français de l'étranger jusqu'à mes dix-huit ans. En matière de politique pour le tourisme, aujourd'hui pilotée au Quai d'Orsay autour de Laurent Fabius, nous travaillons pour conforter la France comme première destination mondiale, pour adapter l'offre, et des chantiers aussi divers que l'accueil, la formation, le numérique et l'investissement sont désormais bien engagés.

Pour revenir à votre question sur le temps, je m'efforce de ne pas être obnubilé par les réseaux sociaux, les dépêches, les flots continus d'informations, on ne doit pas sombrer dans l'insignifiance. Quand un « buzz » chasse l'autre, quand tout est nivelé, ce qui peut changer la vie d'un pays ou la réalité du monde ce sont des politiques menées sur plusieurs années. Une annonce médiatique ne suffit pas à résoudre un problème de fond, ça se saurait !

La question démocratique

De nombreux anciens élèves de l'ENS, lecteurs de notre revue sont directement impliqués dans des démarches d'intérêt ou d'éducation civique, comme enseignants et dans bien d'autres métiers. Derrière la question démocratique, il y a la question de la jeunesse souvent décrite comme abstentionniste et démobilisée. Comment est-ce que vous concevez la formation ou la

sensibilisation des jeunes à cette question démocratique, à l'échelle de plusieurs années ?

La génération des Trente Glorieuses a du mal à comprendre la jeunesse d'aujourd'hui, et pour cause : elle a sans doute été la génération la plus choyée de l'Histoire. Cette génération a connu en même temps la paix, une croissance qui semblait infinie, la libéralisation des mœurs, une plus grande mobilité, un accès aux loisirs plus facile, la stabilité de l'emploi et des possibilités d'évolutions professionnelles sans précédents.

Il faut comprendre le changement de contexte et ce que cela signifie pour la génération qui vient après, celle qui a grandi d'un côté avec le chômage de masse, la menace du SIDA, l'instabilité croissante du monde, le changement climatique, et de l'autre avec la révolution numérique qui change profondément le monde du travail et le rapport au monde, et qui ouvre de nouveaux possibles.

Aux jeunes, il faut d'abord adresser un message de mouvement, en ouvrant de nouveaux horizons d'émancipation, y compris à l'échelle européenne. J'ai par exemple proposé de mettre en place un « semestre européen », pour que chaque jeune sans distinction de milieu social et d'origine géographique puisse avant ses vingt ans passer six mois dans un autre Etat de l'Union européenne. C'est une manière de faire advenir l'Europe comme une réalité concrète pour toute une génération en seulement quelques années. L'Europe ne perdurera selon moi que si elle est ancrée dans les cœurs.

Bien entendu, l'éducation doit rester la priorité. Le grand risque de la société française, c'est la société figée. Nous sommes nombreux à devoir tout, ou presque, à l'école de la République, et à ne pas l'oublier. Il ne faut pas avoir peur à mon sens de l'élitisme républicain, de son exigence, pourvu qu'il se fonde vraiment sur l'égalité et sur le mérite. Mais on distingue une élite d'une caste par son renouvellement permanent. La reproduction des inégalités d'une génération à l'autre dans les sociétés contemporaines est insupportable, le creusement des inégalités au sein d'une même génération tout autant. Dans une société figée, trop de gens se disent qu'indépendamment de leur travail ou de leur mérite, ils ne pourront progresser sans se heurter à un plafond de verre.

Il faut se battre pour que chaque jeune se sente libre de suivre sa propre voie. Hier [le 3 novembre], j'ai inauguré l'école de Ferrières en Seine-et-Marne, une école d'excellence dans les métiers de l'hôtellerie, du luxe de la gastrono-

mie. Une élève m'a confié avoir choisi l'hôtellerie plutôt que le droit, filière jugée plus prestigieuse par son entourage, mais dans laquelle elle ne se voyait pas faire sa vie, ni s'épanouir. Elle a réussi à imposer son choix, pour travailler dans un domaine exigeant et magnifique et, surtout, qui la passionne. Au-delà de cet exemple, je considère qu'une puissance publique moderne doit être attachée à l'émancipation et donner aux citoyens les moyens de pouvoir vivre leurs vies selon leurs choix, leurs projets, leurs orientations.

Pour finir, qu'est-ce que vous diriez aujourd'hui à un jeune de 18 ans et qui se trouve à l'heure des choix, qui commence sur la route des études et sa vie de citoyen ?

Je ne lui dirais pas comme Guizot « Enrichissez-vous ! », car ce n'est pas l'alpha et l'oméga d'une vie réussie ; je lui conseillerais plutôt de vivre sa vie en s'inspirant de Joseph Conrad qui écrivait, dans *Un Souvenir personnel* : « Toutes les ambitions sont légitimes, excepté celles qui s'élèvent sur les misères ou les crédulités de l'humanité ».

Propos recueillis par Thibaut POIROT (08 L SH)